

Gelet op het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 betreffende de verbetering van het paarderas;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het enerzijds nodig gebleken is de aanbiedingsvoorwaarden voor dravershengsten met het oog op hun toelating tot de openbare dekdiens aan te passen, en dat anderzijds de hengstenkeuringen gewoonlijk plaatsvinden in de loop van de maand november van elk jaar,

Besluit :

Artikel 1. Om zich met het oog op een eerste goedkeuring voor de openbare dekdiens voor de keuring te kunnen aanbieden, moeten de dravershengsten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. op een regelmatige wijze ingeschreven zijn in een stamboek gehouden door de Belgische Draffederatie of door een nationale federatie erkend door de Belgische Draffederatie;

2. ten minste vier jaar oud zijn bij aanvang van het dekseizoen waarvoor zij zich aanbieden;

3. zich niet in staat van diskwalifikatie bevinden, uitgesproken door de Belgische Draffederatie of door een nationale federatie erkend door de Belgische Draffederatie;

4. voldoen aan een diergeneeskundig onderzoek voorgeschreven door de Belgische Draffederatie en goedgekeurd door de Diergeneeskundige Dienst van het Ministerie van Landbouw.

Art. 2. In afwijking van artikel 1, § 2, van het ministerieel besluit van 29 oktober 1986 betreffende de verbetering van het paarderas, dient de inschrijving van de hengsten voor de gewone en/of de bijgevoegde keuring te gebeuren bij de Belgische Draffederatie ten minste dertig dagen vóór de voor de keuring vastgestelde datum.

Art. 3. De eerste toelating tot de openbare dekdiens is onderworpen aan de deelname aan een verzameling die de keuring van elke hengst vervangt die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 4. De jaarlijkse hernieuwing van de toelating voor de openbare dekdiens kan voor hengsten die reeds eerder werden toegelaten, toegestaan worden op eenvoudig verzoek aan de Belgische Draffederatie binnen de in artikel 2 van dit besluit voorziene termijn.

Art. 5. Een bijgevoegde keuring zal jaarlijks ten laatste op 15 februari georganiseerd worden.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 14 juli 1986 betreffende de voorwaarden aan de welke dravershengsten moeten voldoen om zich met het oog op hun toelating voor de openbare dekdiens aan te bieden voor de keuring, is opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1988.

Brussel, 27 oktober 1988.

P. DE KEERSMAEKER

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline;

Vu l'accord du Ministre des Relations extérieures;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant d'une part qu'il s'est avéré nécessaire d'adapter les conditions de présentation des étalons trotteurs en vue de leur admission à la monte publique et que d'autre part, les expertises des étalons ont lieu habituellement dans le courant du mois de novembre de chaque année,

Arrête :

Article 1er. Pour pouvoir se présenter à l'expertise en vue d'une première admission à la monte publique, les étalons trotteurs doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. être régulièrement inscrit au Studbook tenu par la Fédération belge du Trot ou par une fédération nationale reconnue par la Fédération belge du Trot;

2. être âgé de quatre ans au moins au début de la saison de monte pour laquelle ils se présentent;

3. n'être sous le coup d'aucune disqualification prononcée par la Fédération belge du Trot ou par une fédération nationale reconnue par la Fédération belge du Trot;

4. satisfaire à un examen vétérinaire tel que prescrit par la Fédération belge du Trot et approuvé par le Service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1er, § 2, de l'arrêté ministériel du 29 octobre 1986 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline, l'inscription des étalons à l'expertise ordinaire et/ou supplémentaire doit être faite, auprès de la Fédération belge du Trot, au moins trente jours avant la date fixée pour l'expertise.

Art. 3. La première admission à la monte publique est subordonnée à la participation à un rassemblement qui tient lieu d'expertise, de chaque étalon qui satisfait aux conditions fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 4. Le renouvellement annuel de l'admission à la monte publique des étalons déjà admis antérieurement peut être accordé sur simple demande adressée à la Fédération belge du Trot dans les délais prévus à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 5. Une expertise supplémentaire pourra être organisée au plus tard le 15 février de chaque année.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 14 juillet 1986 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les étalons trotteurs pour se présenter à l'expertise en vue de leur admission à la monte publique est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1988.

Bruxelles, le 27 octobre 1988.

P. DE KEERSMAEKER

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 2036

8 SEPTEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du logement, notamment l'article 76, inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'accord du Ministre du Budget pour la Région wallonne, donné le 11 juillet 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le Logement dans ses attributions.

2° l'Administration : l'Inspection générale du Logement du Ministère de la Région wallonne.

- 3° L'estimateur : la personne physique désignée par le Ministre :
- soit parmi les agents de l'Administration;
 - soit parmi les agents de la Société régionale wallonne du Logement ou du Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie, selon que le demandeur sollicite un prêt à taux réduit auprès de l'un ou l'autre de ces organismes;
 - soit au titre d'estimateur privé, parmi celles qui remplissent les conditions suivantes :
- a) exercer l'une des professions ci-après :
- architecte;
 - ingénieur civil;
 - ingénieur industriel;
 - ingénieur technicien;
 - géomètre-expert immobilier;
- b) être agréé au titre d'estimateur à l'issue d'une session d'information sur la réhabilitation de logements;
- c) exercer son activité à titre principal en qualité de travailleur indépendant dans le secteur de la construction;

d) s'engager à conclure la convention faisant l'objet de l'annexe II du présent arrêté.

4° Enfant à charge : l'enfant pour lequel, à la date de la demande, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, à son conjoint ou à la personne avec laquelle il vit maritalement; est compté pour deux enfants à charge, l'enfant à charge atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

en outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé ou dont le conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé;

5° Handicapé :

- soit la personne atteinte à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;
- soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner sur le marché général de l'emploi;
- soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins.

6° Logement insalubre améliorable : la maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'habitation dont la première occupation est antérieure de vingt années au moins au 1er janvier de l'année de la demande de prime, qui présente une ou plusieurs causes d'insalubrité telles que définies à l'annexe I, A, du présent arrêté et qui est reconnu insalubre améliorable dans le rapport d'estimation établi par l'estimateur.

7° Entrepreneur enregistré du secteur de la construction, celui qui, à la date du devis, de la commande ou de la facturation des travaux :

- remplit les conditions prévues par l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis du Code des Impôts sur les Revenus et 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Cette première condition n'est pas applicable aux entrepreneurs qui détiennent un monopole légal pour l'exécution de certains types de travaux;

- apporte la preuve délivrée par le Centre scientifique et technique de la Construction, reconnu par l'arrêté royal du 23 septembre 1959 de son affiliation à ce centre ou au centre de son secteur institué en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, dans la mesure où cette affiliation est rendue obligatoire.

8° Revenus : les revenus nets soumis à l'impôt des personnes physiques, du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la demande.

Art. 2. § 1er. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une prime à la réhabilitation des logements reconnus insalubres améliorables.

Le Ministre arrête le montant de la prime, conformément aux dispositions visées à l'article 6.

§ 2. Par logement et par période de cinq ans prenant cours à la date de notification du montant de la première prime octroyée, le Ministre peut accorder une ou plusieurs primes dont le montant total, visé à l'article 6, § 1er, n'excède pas 100 000 francs.

Pour chaque prime, les travaux sont exécutés selon l'ordre de priorité défini à l'annexe I, B.

Pour chaque prime, le montant des travaux pris en considération est au minimum :

- de 100 000 francs hors T.V.A., s'il s'agit de travaux attestés par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction;
- de 100 000 francs hors T.V.A., s'il s'agit de travaux attestés par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction et de matériaux acquis par le demandeur, mis en œuvre dans le logement et dont l'achat est attesté par des factures;
- de 50 000 francs hors T.V.A., s'il s'agit de matériaux acquis par le demandeur, mis en œuvre dans le logement et dont l'achat est attesté par des factures.

Toute prime calculée sur base des seules factures relatives aux matériaux acquis par le demandeur et mis en œuvre dans le logement ne peut excéder 70 000 francs, sans préjudice de l'article 6.

§ 3. Pour les mêmes travaux, la prime ne peut être cumulée avec les avantages accordés en vertu de :

- 1° l'arrêté royal du 21 février 1977 concernant l'octroi pour la Région wallonne, d'avantages à l'amélioration des habitations salubres;
- 2° l'arrêté royal du 22 février 1977 concernant l'octroi pour la Région wallonne d'avantages à l'assainissement d'habitations insalubres améliorables;
- 3° l'arrêté royal du 5 mars 1979 instaurant l'octroi d'avantages à l'amélioration de la qualité thermique des habitations dans la Région wallonne;
- 4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 octobre 1982 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne;
- 5° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 février 1987 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 10 septembre 1987 et 22 octobre 1987.

§ 4. Pour quelques travaux que ce soit effectués au même logement, la prime ne peut être cumulée avec les avantages accordés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne, pour ce qui concerne la prime à la construction.

§ 5. Le demandeur ayant bénéficié d'une prime octroyée en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 octobre 1982 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne ou en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 février 1987 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 10 septembre 1987 et 22 octobre 1987 ne peut introduire une nouvelle demande que dans le respect du § 2 du présent article.

Art. 3. A la date de la demande de prime, le demandeur doit :

- 1° être âgé de 21 ans au moins ou être mineur émancipé;
- 2° être titulaire d'un droit réel sur le logement reconnu insalubre améliorable;
- 3° disposer de revenus inférieurs à 1 500 000 francs nets imposables;
- 4° consentir à la visite du logement par les délégués du Ministre désignés au sein de l'Administration, chargés de contrôler le respect des conditions d'octroi de la prime et ce, pendant une période de cinq ans à dater de la demande;
- 5° le cas échéant, conclure la convention faisant l'objet de l'annexe II du présent arrêté;
- 6° souscrire les engagements suivants :
 - a) pour une période ininterrompue de cinq ans prenant cours six mois après la date de la déclaration d'achèvement des travaux :
 - soit occuper à titre principal le logement; en cas de séparation du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement à la date de la demande de prime, cette obligation d'occupation est respectée si l'un des deux conjoints ou concubins occupe le logement;
 - soit donner le logement en location et, si celui-ci est loué à la date de début des travaux, produire au plus tard lors de la déclaration d'achèvement des travaux, un avenant au bail à loyer disposant que le loyer ne subit aucune variation liée aux travaux faisant l'objet de la prime, pendant la durée du bail;
 - b) pour une période ininterrompue de cinq ans, à dater de la déclaration d'achèvement des travaux, ne pas aliéner le logement en tout ou en partie.

Art. 4. § 1er. La demande de prime est adressée à l'Administration par envoi recommandé à la poste, au moyen du formulaire établi par le Ministre et délivré par l'Administration.

L'Administration adresse au demandeur un avis de réception ou l'informe que son dossier n'est pas complet.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de prime comporte :

- 1° l'identification précise du logement, en ce compris un plan situant la construction concernée par rapport aux bâtiments voisins dans un rayon de 50 mètres et portant mention de son numéro cadastral;
 - 2° l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;
 - 3° le rapport d'estimation certifiant que le logement est reconnu insalubre améliorable et dressant la liste et l'ordre de priorité des travaux de réhabilitation à effectuer;
- dans le cas où le demandeur acquiert des matériaux à mettre en œuvre dans le logement, le rapport d'estimation est établi par un des estimateurs désignés par le Ministre parmi les agents de l'Administration, de la Société régionale wallonne du Logement ou du Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie;
- 4° les engagements et, le cas échéant, la convention visés à l'article 3;
 - 5° l'attestation de l'Administration communale établissant que la première occupation du logement est antérieure de vingt années au moins au 1er janvier de l'année de la demande de prime;
 - 6° le certificat de l'Administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur le logement dont est titulaire le demandeur;
 - 7° un exemplaire de la convention relative à la responsabilité des parties et conforme à l'annexe II du présent arrêté, en cas d'intervention d'un estimateur privé.

§ 3. Pour l'application de l'article 6, § 3, le demandeur fait parvenir à l'Administration tout document établissant le droit à une majoration de la prime et ce, au plus tard avant la déclaration d'achèvement des travaux.

Art. 5. § 1er. Les travaux de réhabilitation sont ceux repris dans le rapport d'estimation, pour autant qu'ils figurent dans la liste des travaux énoncés à l'annexe I, B, du présent arrêté et qu'ils respectent l'ordre de priorité défini dans cette annexe.

En cas de logement comportant des locaux affectés ou destinés à être affectés, fût-ce partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle, les travaux effectués à des ouvrages communs à la partie résidentielle et à la partie professionnelle du logement sont pris en considération au prorata de la partie résidentielle.

Les travaux effectués à des ouvrages communs à plusieurs logements ne sont pas pris en considération.

§ 2. Les travaux de réhabilitation ne peuvent être entrepris que postérieurement à la date de l'accusé de réception de la demande de prime.

En cas d'acquisition par le demandeur de matériaux à mettre en œuvre dans le logement, les travaux de réhabilitation ne peuvent être entrepris que postérieurement à la notification faite par le demandeur à l'Administration de la date de début des travaux.

Les travaux de réhabilitation soumis à l'application de l'article 41, §§ 1er et 2 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis de bâtir requis.

§ 3. Les travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de l'accusé de réception de la demande de prime. Le Ministre peut proroger ce délai de six mois s'il estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, adressée à l'Administration par lettre recommandée à la poste avant l'expiration du délai de deux ans.

§ 4. Dans le cas où le demandeur s'engage à donner le logement en location, les travaux de réhabilitation répondent à l'ensemble des priorités P1 et P2 énoncées à l'annexe I, B.

Art. 6. § 1er. Le montant de la prime est fixé à 30 p.c. de celui des factures hors T.V.A. prises en considération.

§ 2. Le montant de la prime déterminé conformément au § 1er est majoré de 50 % si le logement est situé :

- soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12 du même Code;

— soit dans un ensemble architectural ou dans les limites d'une zone de protection tels que définis en application du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

— soit dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de l'arrêté royal du 19 novembre 1979 relatif à l'octroi par l'Etat aux communes de la Région wallonne de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine ou en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine.

§ 3. Le montant de la prime déterminé conformément au § 1er est majoré de 20 p.c. par enfant à charge du demandeur qui occupe ou s'engage à occuper le logement.

§ 4. En cas d'intervention d'un estimateur privé, le montant de la prime déterminé conformément au § 1er est majoré de la moitié du montant, hors T.V.A., des honoraires de l'estimateur.

§ 5. Le montant de la prime, majorations comprises, ne peut excéder les deux tiers du montant des factures hors T.V.A. prises en considération.

Art. 7. Le montant de la prime est notifié au demandeur après réception, par l'Administration, d'une déclaration de l'estimateur certifiant l'achèvement des travaux repris au rapport d'estimation.

Si la totalité des travaux repris au rapport d'estimation n'a pas été exécutée, l'estimateur en fait mention dans la déclaration d'achèvement des travaux en indiquant les travaux non exécutés.

Les factures prises en considération pour le calcul du montant de la prime sont visées pour accord par l'estimateur et sont annexées à la déclaration d'achèvement des travaux. Y sont jointes, le cas échéant, les attestations visées à l'article 1er, 7°, ainsi que les notes d'honoraires établies par l'estimateur privé.

Ne sont pas prises en considération les factures relatives à des travaux ou à la mise en œuvre de matériaux soumis à l'application de l'article 41, §§ 1er et 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, pour lesquels le permis de bâtir n'a pas été délivré.

Art. 8. § 1er. Les prestations de l'estimateur, agent de l'Administration, de la Société régionale wallonne du Logement ou du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, sont gratuites.

Les honoraires de l'estimateur privé ne peuvent être supérieurs à la somme de dix mille francs hors T.V.A. La moitié de ces honoraires ne peut être payée qu'après l'établissement par l'estimateur de la déclaration d'achèvement des travaux.

§ 2. L'estimateur ne peut agir en cette qualité pour sa propre demande de prime, ni pour celle d'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement.

§ 3. Les travaux de réhabilitation ne peuvent pas être exécutés par une entreprise dans laquelle l'estimateur a un intérêt personnel soit directement, soit par personne interposée.

Art. 9. Les sessions d'information sur la réhabilitation des logements sont organisées à l'initiative du Ministre. A l'issue des sessions d'information, le Ministre, par arrêté, délivre l'agrément au titre d'estimateur.

Le Ministre détermine les obligations liées à l'agrément au titre d'estimateur.

Le Ministre procède, par arrêté motivé, au retrait de l'agrément au titre d'estimateur.

Art. 10. Si, au terme du contrôle visé à l'article 3, il s'avère que les conditions d'octroi de la prime ne sont pas respectées, en ce compris les engagements auxquels a souscrit le demandeur, celui-ci est tenu de rembourser la prime sans délai.

Le recouvrement est exécuté par le Ministre qui procède à l'intervention de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 février 1987 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 10 septembre 1987 et 22 octobre 1987 est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989.

Art. 13. Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 1988.

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Annexe I

A. Les causes d'insalubrité

1. Sur le plan physique.

Les défauts techniques auxquels il est possible de remédier et qui affectent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

a) La stabilité et la solidité de la construction au niveau des fondations, des murs extérieurs et intérieurs portants, de la toiture et des planchers.

b) L'étanchéité et la sécurité des murs extérieurs et des caves, de la toiture, des menuiseries extérieures, des planchers et des carrelages.

c) L'éclairage naturel et la ventilation des pièces d'habitation :

1° L'éclairage naturel, par une surface de baies vitrées inférieure au 1/8e de celle de la superficie du plancher du local considéré.

2° La ventilation :

— par absence de possibilité de ventilation directe à l'air libre, ou

— par insuffisance de possibilité de ventilation directe à l'air libre.

Pour les cuisines, salles de bains et W.C., les canalisations verticales dont la section est inférieure à 75 cm² ou les fenêtres, grilles ou ouvertures dans une paroi extérieure dont la section libre en position ouverte est inférieure à :

- 200 cm² pour les cuisines;
- 140 cm² pour les salles de bains;
- 75 cm² pour les W.C.

Pour les autres pièces d'habitation (séjour, chambres...) les entrées d'air (grilles, fenêtres ou autres) dont la section libre en position ouverte est inférieure à :

$$8 \times \text{Apl cm}^2$$

Dans cette expression, Apl est la superficie du plancher du local exprimée en m².

3° Les deux ensemble par une hauteur sous plafond inférieure à 2,30 m pour les pièces de jour et 2,10 m pour les pièces de nuit et/ou par des obstacles extérieurs aux pièces d'habitation.

Remarque : Une éventuelle demande de dérogation à ces critères doit faire l'objet d'un rapport justificatif par l'estimateur.

d) La sécurité dans le logement, au niveau de l'installation électrique et de la distribution de gaz, des escaliers, des planchers, des cheminées;

e) L'hygiène au niveau de la distribution d'eau, des toilettes et de l'évacuation des eaux usées.

2. Sur le plan de l'occupation.

Le non respect de tout ou partie des normes d'habitation définies ci-après :

N.B. La superficie habitable est la surface des pièces d'habitation, à l'exclusion de : hall d'entrée, dégagements, salle de bains, salle d'eau, W.C., débarras, cave, grenier non aménagé en pièce d'habitation, annexe non habitable, garage, terrasse et locaux à usage professionnel.

a) Pour un logement unifamilial :

1° Avoir une superficie habitable minimum de 45 m² pour les ménages de deux personnes dont au moins un des occupants est âgé de plus de 60 ans ou pour une personne vivant seule.

Cette superficie est portée à 53 m² lorsqu'il s'agit d'un ménage de deux personnes dont aucune des deux n'atteint l'âge de 60 ans.

La superficie habitable minimum de 53 m² est à majorer de 10 m² :

- pour un ménage qui compte un ou deux enfants;
- pour chaque enfant ou groupe de deux enfants en sus des deux premiers;
- pour chaque ascendant ou couple d'ascendants devant occuper l'habitation objet de la demande de prime.

2° Comporter le nombre minimum de pièces d'habitation citées ci-après :

Pièces de nuit :

- une chambre par personne vivant seule ou par couple;
- une chambre par enfant ou par groupe de deux enfants du même sexe.

La chambre à coucher pour une personne doit avoir une superficie minimum de 6,5 m² : celle destinée à deux personnes doit avoir une superficie minimum de 9 m².

Remarque : l'occupation d'une chambre à coucher par plus de deux personnes du même sexe sera toutefois tolérée lorsque la grandeur des pièces, leur aération et leur disposition permettent cette occupation sans nuire aux bonnes conditions d'hygiène et de confort.

Pièces de jour :

- une salle de séjour;
- une cuisine ou, à défaut, un coin à cuisiner spécialement aménagé, comportant une aération vers l'extérieur;
- un W.C. à chasse à l'usage exclusif du ménage, convenablement aéré et ne communiquant pas directement avec une pièce de séjour ou une cuisine.

b) Pour un appartement :

1. Avoir une superficie habitable de 30 m² pour un ménage dont au moins un des occupants est âgé de 60 ans ou pour la personne vivant seule.

Cette superficie est portée à 40 m² lorsqu'il s'agit d'un ménage de deux personnes dont aucune des deux n'a atteint l'âge de 60 ans.

La superficie habitable minimum de 40 m² est à majorer de 10 m² :

- pour un ménage qui compte un ou deux enfants;
- pour chaque enfant ou groupe de deux enfants en sus des deux premiers;
- pour chaque ascendant ou couple d'ascendants devant occuper l'habitation, objet de la demande de prime.

2. Comporter un nombre de pièces conforme aux prescriptions reprises en a, 2°, ci-dessus.

c) Pour un studio :

1. Avoir une superficie habitable minimum de 30 m².

2. Comporter :

- une salle de séjour/repos;
- une cuisine ou à défaut un coin à cuisiner spécialement aménagé, disposant d'une aération vers l'extérieur;
- un W.C. personnel aéré et ne communiquant pas directement avec la salle de séjour/repos ou la cuisine.

d) Pour un appartement ou un studio situé dans un immeuble comportant un rez-de-chaussée commercial Disposer d'un accès à la voirie publique distinct de la partie commerciale.

B. Les travaux d'assainissement

Les travaux d'assainissement décrits ci-après doivent obligatoirement remédier à une ou plusieurs causes d'insalubrité dont les critères ont été définis au point A.

Le respect des priorités est impératif, les travaux doivent être exécutés dans l'ordre des priorités définies ci-après.

L'ensemble de ces travaux doit viser en outre à une gestion économique du bâtiment.

Toiture :

P1

1. Remplacement de la couverture (minimum 50 % de la surface totale ou la totalité d'un versant de la toiture), y compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés.

P1

2. Appropriation de la charpente.

P1

3. Remplacement de tout élément ou dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

P3

4. Remplacement ou installation de tout dispositif assurant l'éclairage naturel et/ou l'aération du ou des combles non aménagés en pièces d'habitation.

Murs :

P1

5. Assèchement des murs.

P1

6. Renforcement des murs instables, ou démolition et reconstruction totale de ces murs, sans pouvoir dépasser 30 % de la surface des murs extérieurs (surface des baies et murs mitoyens inclus).

Menuiseries extérieures :

P1

7. Remplacement de menuiseries extérieures (portes et châssis) y compris le vitrage sous réserve de satisfaire aux critères visés au A.1.c.

Sols :

P1

8. Remplacement des planchers et supports (gîtes, hourdis, etc.) de sols d'un ou plusieurs locaux.

P2

9. Remplacement des aires de circulation et des sous-couches d'un ou de plusieurs locaux, y compris les plinthes.

Eclairage naturel et ventilation :

P2

10. Mise en conformité aux critères énoncés en A.1.c.

Sécurité :

P1

11. Approbation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude. Une attestation de mise en conformité aux dispositions légales (R.G.I.E. et R.G.P.T.) doit être fournie par l'entrepreneur enregistré.

P1

12. Remplacement d'escalier intérieur y compris travaux annexes indispensables.

P1

13. Gainage de corps de cheminée, y compris restauration ou reconstruction des souches et accessoires.

Hygiène :

P2

14. Installation d'un point d'eau potable sur évier dans la cuisine.

P1

15. Installation d'un système d'égouttage des eaux usées, ou remplacement total du système existant en conformité avec les prescriptions urbanistiques du lieu.

P1

16. Installation d'un W.C. à chasse raccordé à l'égout public ou à un ensemble fosse septique - puits perdu. Le W.C. doit être situé dans un local aéré ne pouvant communiquer avec une pièce de jour que par l'intermédiaire d'un sas.

P3

17. Installation d'une première salle de bain.

Surpeuplement :

P1

18. Travaux d'agrandissement ou d'aménagement en vue de satisfaire aux critères définis au point A.2 sans toutefois que la superficie habitable résultante ne puisse dépasser de plus de 50 % la superficie habitable minimum telle que définie dans les critères précités.

L'estimateur doit détailler dans le rapport d'estimation les travaux envisagés et y démontrer l'insalubrité du logement par surpeuplement, due à l'insuffisance de superficie habitable et/ou à l'absence de certains locaux d'habitation jugés indispensables.

Ces travaux ne sont pas pris en considération dans l'hypothèse d'un demandeur qui s'engage à donner le logement en location.

Accès :

P2

19. Aménagement d'un accès à la voirie publique distinct de la partie commerciale.

Isolation :

Remarque 1 : L'isolation des parois délimitant le volume protégé (ou chauffé) peut faire l'objet des travaux repris aux postes ci-avant pour autant qu'elle apporte une résistance thermique supplémentaire de :

- 1,2 m²K/W pour la toiture ou plancher de grenier;
- 1 m²K/W pour les murs extérieurs et planchers extérieurs;
- 0,75 m²K/W pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés.

Remarque 2 : En ce qui concerne les châssis avec double vitrage visés aux postes 7, 10 et/ou 18 : le coefficient de transmission thermique doit être inférieur ou égal à

$$k_f < 3,6 \text{ W/m}^2\text{K}$$

(d'après la norme NBN B62-002).

Vu pour être annexé à l'arrêté du 8 septembre 1988.

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

Annexe II

Convention relative à la responsabilité des parties

Il a été convenu ce qui suit :

— entre, de première part M.

Nom, prénom :

Adresse :

ci-après dénommé « le demandeur »

— et, de seconde part M.

Nom, prénom :

Qualité professionnelle :

Date et numéro de certificat :

N° d'affiliation à titre principal à l'I.N.A.S.T.I. :

Adresse :

ci-après dénommé « l'estimateur »

Article 1er. L'estimateur s'oblige à réparer le préjudice pécuniaire subi par le demandeur lorsque, par sa faute ou sa négligence, il prive celui-ci du bénéfice de tout ou partie de la prime à laquelle il pouvait régulièrement prétendre.

Art. 2. § 1er. Lorsque tout ou partie de la prime est refusé, l'estimateur répond notamment du respect des obligations suivantes :

§ 2. 1° ne prendre en considération que des travaux répertoriés limitativement dans la liste publiée au *Moniteur belge* en annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988;

2° ne pas mentionner dans son estimation des travaux à réaliser à des locaux à usage professionnel;

3° ne pas réaliser lui-même ou par une personne interposée les travaux envisagés;

4° exclure des factures, les montants correspondants à des travaux non indiqués dans le formulaire de demande de prime ou effectués par des entreprises non enregistrées ou n'appartenant pas au secteur de la construction.

Art. 3. En cas de refus de prime par la faute ou la négligence du demandeur, celui-ci s'engage à rémunérer l'estimateur pour le service fait et rendu.

Art. 4. La présente convention est établie en triple exemplaire destiné au demandeur, à l'estimateur et à l'administration.

Fait en triple exemplaire à, le

L'estimateur,

Le demandeur,

Vu pour être annexé à l'arrêté du 8 septembre 1988.

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 2038

**8. SEPTEMBER 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Einführung einer Prämie für die Sanierung
von in der Wallonischen Region gelegenen gesundheitsschädlichen, verbesserungsfähigen Wohnungen**

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 76, eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1976;
Aufgrund des am 11. Juli 1988 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts für die Wallonische Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Zwecks Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung : die Generalinspektion des Wohnungswesens im Ministerium der Wallonischen Region;

3° Taxator : die natürlichen Personen :

— entweder unter den Bediensteten der Verwaltung;

— oder unter den Bediensteten der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder des Wohnungsfonds der Kinderreichen Familien Walloniens, je nachdem, ob der Antragsteller ein zinsverbilligtes Darlehen bei der einen oder bei der anderen dieser Einrichtungen beantragt;

— oder als privater Taxator,

die durch den Minister unter denjenigen, die folgende Voraussetzungen erfüllen, bezeichnet werden :

a) einen der nachstehenden Berufen ausüben :

— Architekt;

— Zivilingenieur;

— Industrieingenieur;

— technischer Ingenieur;

— Landvermesser, Immobiliensachverständiger;

b) Inhaber eines Taxatorzeugnisses sein, das im Anschluss an eine Informationsversammlung über Wohnungssanierung ausgestellt wird;

c) ihre Tätigkeit hauptsächlich als Selbständiger im Bausektor ausüben;

d) die in dem Vertrag in Anlage II zu vorliegendem Erlass angeführten Verpflichtungen eingehen.

4° unterhaltsberechtigtes Kind : das Kind, für das der Antragsteller, sein Ehepartner oder die Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis zusammenlebt, am Tage des Antrags Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht;

das unterhaltsberechtignte Kind, das mindestens zu 66 Pzt. eine unzulängliche oder verminderte körperliche und geistige Leistungsfähigkeit aufweist, wird als zwei unterhaltsberechtignte Kinder gerechnet;

daneben hinaus wird der behinderte Antragsteller, oder der Ehepartner des Antragstellers oder die behinderte Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis lebt, so betrachtet, als hätte er ein unterhaltsberechtigntes Kind.

5° Behinderter : entweder die Person, die mindestens zu 66 Pzt. eine unzulängliche oder verminderte körperliche und geistige Leistungsfähigkeit aufweist;

oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger davon, das eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt gewinnen kann, beschränkt ist;

oder die Person, deren fehlende Bewegungsfreiheit mindestens 9 Punkte beträgt.

6° gesundheitsschädliche, verbesserungsfähige Wohnung : das hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmte Haus oder Appartement, dessen erste Bewohnung mindestens zwanzig Jahre vor dem 1. Januar des Antragsjahres liegt und das einen oder mehrere in Anlage I, A, zu diesem Erlass angeführte Gründe der Gesundheitsschädlichkeit aufweist, und das im Kostenvoranschlag als gesundheitsschädlich und verbesserungsfähig anerkannt ist.

7° registrierter Betrieb des Bausektors : denjenigen der, zum Zeitpunkt des Kostenvoranschlags, der Bestellung oder der Anrechnung der Arbeiten :

— die im Königlichen Erlass vom 5. Oktober 1978 über die Ausführung der Artikel 299bis des Einkommenssteuergesetzbuches und 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision der Gesetzverordnung vom 28. Dezember 1944 bezüglich der Sozialversicherung der Arbeitnehmer vorgesehenen Bedingungen erfüllt;

Diese erste Voraussetzung gilt nicht für Betriebe, die ein gesetzliches Monopol für die Ausführung bestimmter Arbeiten besitzen.

— den von dem durch den Königlichen Erlaß vom 28. September 1959 anerkannten wissenschaftlichen und technischen Zentrum für das Bauwesen ausgestellten Nachweis seiner Mitgliedschaft bei diesem Zentrum oder beim Zentrum seines Sektors, das in Anwendung der Gesetzverordnung vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Gründungs- und Betriebsstatus von Zentren, eingeführt ist, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der jeweiligen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, erbringt, soweit diese Mitgliedschaft erforderlich ist.

8° Einkommen : das der Steuer auf die natürlichen Personen unterliegende Nettoeinkommen des Antragstellers, seines mitwohnenden Ehepartners oder der Person, mit der er in einem eheähnlichen Verhältnis zusammenlebt, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor dem Antragsjahr ist.

Art. 2. Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann der Minister unter den in diesem Erlaß festgelegten Bedingungen Prämien für die Sanierung von als verbesserungsfähig, gesundheitsschädlich anerkannten Wohnungen gewähren.

Der Minister bestimmt die Höhe der Prämie nach den unter Artikel 6 erwähnten Bestimmungen.

§ 2. Der Minister kann eine bzw. mehrere Prämien, deren in Artikel 6, § 1 festgelegte Gesamtbetrag 100 000 F nicht übersteigt, für jede Wohnung und für jeden Zeitraum von fünf Jahren, der am Tage, an dem der Betrag der gewährten Prämie benachrichtigt wird, beginnt, gewähren.

Für jede Prämie werden die Arbeiten nach dem in Anlage I, B bestimmten Wichtigkeitsgrad durchgeführt.

Für jede Prämie beträgt der Betrag der berücksichtigten Arbeiten wenigstens :

— 100 000 F exkl. MWSt, wenn es um Arbeiten geht, die mit Rechnungen eines registrierten Betriebs des Bausektors belegt werden;

— 100 000 F exkl. MWSt, wenn es um Arbeiten, die von Rechnungen eines registrierten Betriebs des Bausektors belegt werden, oder um Material geht, das vom Antragsteller angeschafft, in der Wohnung eingesetzt und dessen Anschaffung mit Rechnungen belegt wird;

— 50 000 F exkl. MWSt, wenn es um Material geht, das vom Antragsteller angeschafft, in der Wohnung eingesetzt und dessen Anschaffung mit Rechnungen belegt wird.

Unbeschadet des Artikels 6 kann jede Prämie, die lediglich aufgrund der Rechnungen bezüglich des vom Antragsteller angeschafften, und in der Wohnung eingesetzten Materials berechnet wird, 70 000 F nicht übersteigen.

§ 3. Die Prämie darf, bei gleichen Arbeiten, nicht mit den Vergünstigungen kumuliert werden, die vorgesehen sind durch :

1° den Königlichen Erlaß vom 21. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vergünstigungen zur Verbesserung von gesunden Wohnungen;

2° den Königlichen Erlaß vom 22. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vergünstigungen zur Sanierung von verbesserungsfähigen, gesundheitsschädlichen Wohnungen;

3° den Königlichen Erlaß vom 5. März 1979 zur Einführung von Vergünstigungen, die zur Verbesserung der Wärmedämmung der Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt werden;

4° den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Oktober 1982 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen, verbesserungsfähigen, gesundheitsschädlichen Wohnungen;

5° den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Februar 1987 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen, verbesserungsfähigen, gesundheitsschädlichen Wohnungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987 und 22. Oktober 1987.

§ 4. Die Prämie darf, um welche Arbeiten an derselben Wohnung es sich auch immer handeln möge, was die Prämie für den Bau betrifft, nicht mit den Vergünstigungen kumuliert werden, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung einer Prämie für den Bau und über die Gewährung einer Prämie für den Erwerb von Personen des öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt werden.

§ 5. Der Antragsteller, der eine Prämie erhalten hat, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Oktober 1982 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen, gesundheitsschädlichen, verbesserungsfähigen Wohnungen oder aufgrund des durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987 und vom 22. Oktober 1987 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Februar 1987 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen, gesundheitsschädlichen, verbesserungsfähigen Wohnungen gewährt wird, darf einen neuen Antrag nur unter Einhaltung des § 2 des vorliegenden Erlasses stellen.

Art. 3. Am Datum des Antrags muß der Antragsteller :

1° mindestens 21 Jahre alt sein oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2° Inhaber eines dinglichen Rechts auf die als zu sanierend, gesundheitsschädlich, verbesserungsfähig erklärte Wohnung sein;

3° über ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen von weniger als 1 500 000 F verfügen;

4° während eines Zeitraumes von fünf Jahren nach der Antragstellung, der Besichtigung der Wohnung durch die innerhalb der Verwaltung bezeichneten Vertreter des Ministers, die mit der Kontrolle der Einhaltung der Gewährungsbedingungen für die Prämie beauftragt sind, zustimmen;

5° gegebenenfalls, die in der Anlage II zum vorliegenden Erlaß erwähnte Vereinbarung abschließen;

6° die nachstehenden Verpflichtungen eingehen :

a) während eines ununterbrochenen Zeitraumes von fünf Jahren, der sechs Monate nach dem Datum der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten beginnt,

— entweder die Wohnung als Hauptwohnung bewohnen; bei Trennung des Antragstellers von seinem Ehepartner oder von der Person, mit der er am Datum des Antrags in einem eheähnlichen Verhältnis zusammenlebt, gilt diese Bewohnungspflicht als eingehalten, wenn einer der beiden Partner weiterhin die Wohnung bewohnt;

— oder die Wohnung vermieten und, wenn diese am Datum des Beginns der Arbeiten gemietet wird, einen Nachtrag zum Mietvertrag spätestens bei der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten vorlegen, in dem bestimmt wird, daß die Miete keine Änderung wegen der mit der Prämie verbundenen Arbeiten während der Mietdauer erfahren wird.

b) während eines ununterbrochenen Zeitraumes von fünf Jahren ab der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten, die Wohnung ganz oder teilweise nicht veräußern.

Art. 4. § 1. Der Prämienantrag muß mittels des zu diesem Zweck vom Minister aufgesetzten und durch die Verwaltung ausgehändigten Formulars per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Die Verwaltung bestätigt dem Antragsteller den Eingang seines Antrags oder benachrichtigt ihn, daß seine Akte nicht vollständig ist.

§ 2. Um als vollständig zu gelten muß der Prämienantrag enthalten :

1° die genaue Identifizierung der Wohnung, einschließlich eines Plans, in dem das betreffende Bauobjekt gegenüber den benachbarten Gebäuden in einem Radius von 50 Metern abgebildet wird und in dem seine Katasternummer erwähnt wird;

2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister, in dem die Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers erwähnt wird;

3° den Kostenvoranschlag, in dem versichert wird, daß die Wohnung als gesundheitsschädlich und verbesserungsfähig anerkannt wird und in dem die Liste und den Wichtigkeitsgrad der auszuführenden Sanierungsarbeiten aufgestellt werden;

im Falle, daß der Antragsteller Materiale anschafft, die in die Wohnung einzusetzen sind, wird der Kostenvoranschlag durch einen der vom Minister unter den Bediensteten der Verwaltung, der Regionalen Wohnungsgesellschaft für Wallonien oder des Fonds der Kinderreichen Familien Walloniens bezeichneten Taxatore erstellt;

4° die Verpflichtungen und, bei Bedarf, die Vereinbarung, die in Artikel 3 erwähnt sind;

5° die Bescheinigung der Gemeindeverwaltung, die bestätigt, daß die erste Bewohnung der Wohnung mindestens zwanzig Jahre vor dem 1. Januar des Jahres des Prämienantrags erfolgte;

6° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltung des Finanzministeriums, worin die Rechte angegeben werden, die der Antragsteller auf die Wohnung innehat;

7° bei Intervention eines Privattaxators, ein Exemplar der Vereinbarung bezüglich der Haftung der Parteien, die in der Anlage II zum vorliegenden Erlaß abgebildet ist.

§ 3. Zwecks Anwendung des Artikels 6, § 3 übermittelt der Antragsteller der Verwaltung, spätestens vor der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten, alle Unterlagen, mit denen das Recht auf eine Prämienhöhung begründet werden kann.

Art. 5. § 1. Die Sanierungsarbeiten sind diejenigen, die im Kostenvoranschlag angeführt werden, insofern sie im Verzeichnis der in Anlage I, B zum vorliegenden Erlaß erwähnten Arbeiten angeführt werden und sie den in dieser Anlage definierten Wichtigkeitsgrad einhalten.

Bei einer Wohnung, in der Räume angelegt sind, die, auch wenn nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind, werden Arbeiten, die an gemeinsamen Bauwerken der Räume zu Wohnzwecken und der Räume zu Berufszwecken der Wohnung vorgenommen werden, im Verhältnis zu den Räumen zu Wohnzwecken berücksichtigt.

Arbeiten, die an gemeinsamen Bauwerken mehrerer Wohnungen vorgenommen werden, werden nicht berücksichtigt.

§ 2. Die Sanierungsarbeiten dürfen erst in Angriff genommen werden, wenn der Empfang des Prämienantrags bestätigt worden ist.

Wenn der Antragsteller Materiale anschafft, die in die Wohnung eingesetzt werden, dürfen die Sanierungsarbeiten erst dann in Angriff genommen werden, wenn der Antragsteller die Verwaltung von dem Datum der Inangriffnahme der Arbeiten benachrichtigt hat.

Sanierungsarbeiten, die der Anwendung von Artikel 41, §§ 1 und 2 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches unterliegen, dürfen vor der Erteilung der erforderlichen Baugenehmigung nicht begonnen werden.

§ 3. Die Arbeiten müssen innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Prämienantrags ausgeführt werden. Der Minister kann diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn er der Ansicht ist, daß ein Verlängerungsantrag, der mit einem fremden befreienden Grund begründet und per Einschreiben an die Verwaltung vor Ablauf dieser zweijährigen Frist gerichtet wird, zulässig ist.

§ 4. Im Falle, daß sich der Antragsteller verpflichtet, die Wohnung zu vermieten, entsprechen die Sanierungsarbeiten sämtlichen in der Anlage I, B aufgeführten Prioritäten W1 und W2.

Art. 6. § 1. Die Höhe der Prämie wird auf 30 Pzt. der Höhe der berücksichtigten Rechnungen, ohne MWSt, festgelegt.

§ 2. Die gemäß § 1 bestimmte Höhe der Prämie wird um 50 Pzt. erhöht, wenn die Wohnung :

— entweder innerhalb eines in Artikel 309 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten Bereichs liegt;

— oder auf einem in Artikel 322/2 desselben Gesetzbuches erwähnten Gemeindegebiet oder Gemeindegebietsteil liegt;

— oder in einem architektonischen Komplex oder innerhalb der Grenzen eines Schutzgebiets, so wie diese in Anwendung des Dekrets vom 17. Juli 1987 über den Schutz des Kulturimmobiliargutes der Französischen Gemeinschaft definiert werden, liegt;

— oder in einem in Anwendung vom Königlichen Erlaß vom 10. November 1979 über die Gewährung von Staatssubventionen an die Gemeinden der wallonischen Region zur Durchführung von Stadterneuerungsarbeiten oder in Anwendung vom Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen festgelegten Stadterneuerungsbereich liegt.

§ 3. Die gemäß § 1 berechnete Höhe der Prämie wird um 20 Pzt. pro unterhaltsberechtigtes Kind des Antragstellers, der die Wohnung bewohnt, oder sich verpflichtet, die Wohnung zu bewohnen, erhöht.

§ 4. Im Falle der Intervention eines Privattaxators, wird die gemäß § 1 berechnete Höhe der Prämie um die Hälfte des Honorar Betrags des Taxators, ohne MWSt erhöht.

§ 5. Die Höhe der Prämie, einschließlich der Erhöhungen, darf zwei Drittel der Höhe der berücksichtigten Rechnungen, ohne MWSt, nicht übersteigen.

Art. 7. Die Höhe der Prämie wird dem Antragsteller mitgeteilt, nachdem die Verwaltung eine Erklärung des Taxators erhalten hat, in der die Beendigung der im Kostenvoranschlag angeführten Arbeiten bestätigt wird.

Wurden nicht alle im Kostenvoranschlag eingetragenen Arbeiten ausgeführt, so vermerkt der Taxator dies in der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten und gibt die nicht ausgeführten Arbeiten an.

Die für die Festlegung der Prämienhöhe berücksichtigten Rechnungen werden vom Taxator genehmigt und der Erklärung über die Beendigung der Arbeiten beigelegt. Gegebenenfalls werden die in Artikel 1, Punkt 7 erwähnten Bescheinigungen sowie die Honoraraufstellungen des Privattaxators beigelegt.

Die Rechnungen über Arbeiten oder über den Einsatz von Materialien, die der Anwendung von Artikel 41, § 1 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches unterliegen und für die keine Baugenehmigung erteilt worden ist, werden nicht berücksichtigt.

Art. 8. § 1. Die Leistungen des Taxators, der Bediensteter der Verwaltung, der Regionalen Wohnungsgesellschaft für Wallonien oder des Fonds der Kinderreichen Familien Walloniens ist, erfolgen kostenlos. Das Honorar des privaten Taxators darf nicht mehr als zehntausend Franken ohne MWSt betragen. Die Hälfte dieses Honorars darf nur ausgezahlt werden, nachdem der Taxator die Erklärung über die Beendigung der Arbeiten ausgestellt hat.

§ 2. Der Taxator darf nicht in dieser Eigenschaft bei seinem eigenen Prämienantrag oder bei demjenigen eines Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad handeln.

§ 3. Die Sanierungsarbeiten dürfen nicht durch einen Betrieb ausgeführt werden, an dem der Taxator entweder persönlich oder durch vorgeschobene Person beteiligt ist.

Art. 9. Die Informationssitzungen über die Wohnungsanierung werden auf Initiative des Ministers veranstaltet. Nach den Informationssitzungen erteilt der Minister, durch Erlaß, dem Taxator die Zulassung.

Der Minister bestimmt die Verpflichtungen aus der Zulassung als Taxator.

Durch begründeten Erlaß zieht der Minister die Zulassung als Taxator zurück.

Art. 10. Erweist es sich nach der in Artikel 3 erwähnten Kontrolle, daß die Gewährungsbedingungen für die Prämie, einschließlich der durch den Antragsteller eingegangenen Verpflichtungen, nicht eingehalten werden, so ist dieser verpflichtet, die Prämie unverzüglich zurückzuerstatten.

Die Beitreibung erfolgt durch den Minister auf Intervention der Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen, gemäß Artikel 3 des Domänengesetzes vom 22. Dezember 1949.

Art. 11. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Februar 1987 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen, gesundheitsschädlichen, verbesserungsfähigen Wohnungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987 und vom 22. Oktober 1987 ist aufgehoben.

Art. 12. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Art. 13. Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 8. September 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Anlage I

A. Ungesunde Wohnungen : Ursachen

1. Auf physikalischer Ebene.

Technische Mängel, die behoben werden können und auf einen oder mehrere der folgenden Faktoren eine Auswirkung haben, nl. auf :

a) die Standsicherheit und die Festigkeit der Grundmauern, der tragenden Aussen- und Innenmauern, des Daches und der Fussböden des Gebäudes;

b) die Dichtigkeit und Sicherheit der Aussenmauern und Keller, des Daches, des Aussenholzwerks, der Fussböden und der Fliesenbeläge;

c) die Tageslichtbeleuchtung und die Lüftung der Wohnräume :

1° auf die Tageslichtbeleuchtung, über eine Fensterfläche, die weniger als 1/8 der Fussbodenfläche des in Frage kommenden Raumes beträgt;

2° auf die Lüftung :

— wegen fehlender Aussenlüftung oder;

— wegen unzureichender Aussenlüftung :

in Küchen, Badezimmern und W.C. nl. senkrechte Schächte mit einem Querschnitt unter 75 cm² oder Fenster, Lüftungsgitter oder -öffnungen in Aussenmauern mit einem lichten Querschnitt in geöffnetem Zustand unter :

— 200 cm² für Küchen;

— 140 cm² für Badezimmer;

— 75 cm² für Toiletten.

in den übrigen Wohnräumen (Wohn-, Schlafzimmer,...), nl. Lüftungsöffnungen (Lüftungsgitter, Fenster o.ä.), mit einem Querschnitt in geöffnetem Zustand unter :

$8 \times \text{Apl cm}^2$

In dieser Darstellung entspricht Apl der Fläche in m² des Raumbodens.

3° auf beide zusammen, durch eine Deckenhöhe unter 2,3 n in den Tagesräumen und 2,1 n in den Schlaf- räumen und/oder durch ausserhalb der Wohnräume befindliche Hindernisse.

Hinweis : Ein Antrag auf eine mögliche Abweichung von diesen Grundlagen muss der Taxator in einem Rechenschaftsbericht begründen.

d) die Sicherheit in der Wohnung, nl. hinsichtlich der elektrischen Anlage und der Gasversorgung, der Treppen und -absätze, der Fussböden und Kamine;

e) die Hygiene, nl. in bezug auf die Wasserversorgung, die Toiletten und die Abwasserentsorgung.

2. Hinsichtlich der Belegungsdichte.

Die vollständige bzw. teilweise Nichtbeachtung der nachstehend erläuterten Wohnungsnormen :

N.B. Unter Wohnfläche ist die Fläche der bewohnten Räume zu verstehen. Ausgenommen davon sind : Eingang(shalle), Korridor, W.C. Abstellräume, Badezimmer, Waschräume, Keller, Speicher (sofern nicht als Wohnraum ausgebaut), unbewohnbarer Anbau, Garage, Terrasse und für die Berufsausübung benutzte Räume.

a) für eine Einfamilienwohnung :

1° Eine Mindestwohnfläche von 45 m² für einen Zweipersonenhaushalt, wovon wenigstens einer der Angehörigen über 60 Jahre alt ist, oder für eine alleinwohnende Person (Single), aufweisen.

Diese Fläche wird auf 53 m² erhöht, wenn es sich um einen Haushalt von zwei Personen handelt, wovon keine das 60. Lebensjahr erreicht hat.

Die Mindestwohnfläche von 53 m² wird um 10 m² erhöht :

- für Haushalte mit einem oder zwei Kindern;
- für jedes weitere Kind oder jede Gruppe von zwei Kindern, ab den beiden ersten;
- für jeden Verwandten oder jedes Verwandtenpaar in aufsteigender Linie, welche die Wohnung benutzen sollen, wofür der Prämienantrag gestellt wurde.

2° Die nachstehend angeführte Mindestanzahl Wohnräume aufweisen :

Schlafräume :

- ein Zimmer für eine alleinwohnende Person (Single), oder pro Paar;
- ein Zimmer je Kind oder je Gruppe von zwei Kindern gleichen Geschlechts.

Das Schlafzimmer für eine Person muss eine Mindestfläche von 6,5 m² aufweisen, das Schlafzimmer für zwei Personen eine Mindestfläche von 9 m².

Bemerkung : Die Benutzung eines Schlafzimmers durch mehr als zwei Personen gleichen Geschlechts ist jedoch zulässig, wenn Grösse, Lüftung und Anordnung der Räume diese Benutzung ohne Beeinträchtigung erforderlicher Gesundheits- und Komfortvoraussetzungen gestatten.

Tagesräume :

- eine Wohnzimmer;
- eine Küche, oder andernfalls eine speziell eingerichtete Kochnische mit Aussenlüftung;
- eine Toilette mit Wasserspülung zur ausschliesslichen Benutzung durch den Haushalt, die eine ordentliche Lüftung und keinen unmittelbaren Zugang zu einem Wohnzimmer oder zu einer Küche hat.

b) Für ein Appartement :

1° Eine Mindestwohnfläche von 30 m² für einen Haushalt, wovon mindestens einer der Benutzer über 60 Jahre alt ist, oder für eine alleinwohnende Person (Single) aufweisen.

Diese Fläche wird auf 40 m² erhöht, wenn es sich um eine Zweipersonenhaushalt handelt, bei dem beide Partner unter 60 Jahre alt sind.

Die Mindestwohnfläche von 40 m² wird um 10 m² erhöht :

- für einen Haushalt mit einem oder zwei Kindern;
- für jedes weitere Kind oder jede weitere Gruppe von zwei Kindern, ab den beiden ersten;
- für jeden Verwandten oder jedes Verwandtenpaar in aufsteigender Linie, welche die Wohnung benutzen sollen, wofür der Prämienantrag gestellt wurde.

c) Für ein Studio :

1° Eine Mindestwohnfläche von 30 m² aufweisen.

2° Folgendes umfassen :

- einen Wohn-/Schlafraum;
- Eine Küche oder, andernfalls, eine speziell eingerichtete Kochnische mit Aussenlüftung;
- eine eigene Toilette mit Lüftung und ohne unmittelbaren Zugang zum Wohn-/Schlafraum oder zur Küche.

d) Für ein Appartement oder Studio in einem Gebäude mit gewerblich genutztem Erdgeschoß :

Einen vom gewerblich genutzten Teil unterschiedlichen Zugang zum öffentlichen Wegenetz haben.

B) Sanierungsarbeiten:

Mit den nachstehend beschriebenen Sanierungsarbeiten müssen eine oder mehrere der unter Buchstabe A erläuterten Ursachen für die gesundheitliche Unzuträglichkeit unbedingt behoben werden.

Die Beachtung des Wichtigkeitsgrades (Prioritäten), ist unerlässlich, denn die Arbeiten müssen in der nachstehend bestimmten Rangordnung ausgeführt werden.

Sämtliche Arbeiten müssen ausserdem auf die Wirtschaftlichkeit des Gebäudes ausgerichtet sein.

Bedachung :

W1 (P1)

1. Ersatz der Dachhaut (mindestens 50 Pzt. der Gesamtfläche oder einer vollständigen Dachseite), einschliesslich der Gauben, Dachliegefenster und ähnlicher Anlagen.

W1 (P1)

2. Anpassung des Dachstuhls.

W3 (P3)

4. Ersatz oder Einbau von Anlagen für Tageslichtbeleuchtung und/oder Lüftung der nicht als Wohnräume ausgebauten Speicher (Dachböden).

Mauern :

W1 (P1)

5. Mauer trockenlegung.

W1 (P1)

6. Ersatz baufälliger Mauern, oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern, in einem Höchstumfang von 30 Pzt. der Aussenmauerflächen (Maueröffnungs- und Mittelmauerflächen (zweier Besitzer) einbegriffen).

Aussenholzwerk :

W1 (P1)

7. Ersatz des Aussenholzwerks (Türen und Fenster-Rahmen), einschliesslich Verglasung, jedoch unter dem Vorbehalt, dass den unter Buchstabe A, Punkt 1c, angegebenen Kriterien entsprochen wird.

Fussböden :

W1 (P1)

8. Ersatz der Holzfussböden und der unteren Lagen (Tragbalken, Hourdiplatten, usw), van Fussböden in einem oder mehreren Räumen.

W2 (P2)

9. Ersatz der Gehauflagen (Bodenbeläge) und der Zwischenlagen einschliesslich Fussleisten, in einem oder mehreren Räumen.

Tageslichtbeleuchtung und Lüftung :

W2 (P2)

10. Auf den den unter Buchstabe A, Punt 1c, vorgeschriebenen Kriterien entsprechenden Stand bringen.

Sicherheit :

W1 (P1)

11. Anpassung der Strom- und/oder Gasversorgungsanlage, ausgenommen davon, der Ersatz der Heizgeräte oder Warmwasserbereiter. Eine Bescheinigung über die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften (A.E.A.O. und A.A.S.O. — Allgemeine Elektroanlageneordnung, Allgemeine Arbeitsschutzordnung), muss von dem Registrierten Bauunternehmer ausgestellt werden.

W1 (P1)

12. Ersatz von Innentreppen einschl. der dabei anfallenden Nebenleistungen.

W1 (P1)

13. Schornsteinummantelung einschl. Instandsetzung bzw. Neubau der Schornsteinmündungen und Nebenanlagen.

Hygiene :

W2 (P2)

14. Anlage einer Trinkwasserzapfstelle über dem Abwaschbecken in der Küche.

W1 (P1)

15. Anlage einer Abwässerableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage in Übereinstimmung mit den örtlichen städtebaulichen Vorschriften.

W1 (P1)

16. Anlage eines W.C. mit Wasserspülung und Anschluss an die öffentliche Kanalisation oder an eine Faul- und Sickergrube. Das W.C. muss in einem belüfteten Raum eingebaut werden, der nur über einen Schleusenraum von einem Wohnraum aus zu erreichen ist.

W3 (P3)

17. Einbau eines ersten Badezimmers.

Überbelegung :

W1 (P1)

18. Aus- oder Umbauarbeiten, um die unter Buchstabe A, Punt 2, bestimmten Grundlagen zu erfüllen, ohne daß dabei die in den gerade erwähnten Grundlagen festgesetzte Mindestwohnfläche um mehr als 50 Pzt. überschritten werden darf.

Der Taxator hat in dem Abschätzungsbericht die geplanten Bauarbeiten im einzelnen aufzuführen und nachzuweisen, daß die Unzuträglichkeit der Wohnung auf Überbelegung wegen unzureichender Wohnfläche und/oder fehlender, als unerlässlich geachteter Wohnräume zurückzuführen ist.

Diese Arbeiten werden nicht berücksichtigt, falls der Antragsteller sich verpflichtet, die Wohnung zu vermieten.

Zugang :

W2 (P2)

19. Anlage eines vom gewerblich genutzten Teil unterschiedlichen Zugangs zum öffentlichen Wegenetz.

Isolierung :

Hinweis 1 : Die Isolierung der Einfassungen des inneren (bzw. beheizten) Raumvolumens kann zum Gegenstand der unter den voraufgehenden Positionen erwähnten Arbeiten gemacht werden, soweit sie den folgende zusätzlichen Wärmewiderstand mit sich bringt :

- 1,2 m² K/W für die Bedachung oder den Fussboden des Speichers (Dachbodens);
- 1 m² K/W für die Aussenmauern und Aussenböden (-decken);
- 0,75 m² K/W für die Decken über und die Wände in unbeheizten Räumen.

Hinweis 2 : Für die unter den Positionen 7, 10 und/oder 18 erwähnten Fenster mit Doppelverglasung muss der Wärmeleitkoeffizient unter :

$$k_f < 3,6 \text{ W/m}^2\text{K}$$

(entsprechend der Norm NBN B62-002) liegen oder dieser Gleichung entsprechen.

Gesehen als Anlage zum Erlaß vom 8. September 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Anlage II

Vereinbarung über die Haftung der Beteiligten

Folgende Vereinbarung erfolgte zwischen :

Name, Vorname :

Anschrift :

einerseits, im weiteren Verlauf « Antragsteller » genannt, und :

Name, Vorname :

Berufsbezeichnung :

Zeugnisdatum und -nummer :

Mitgliedsnr. (hauptberuflich) bei der L.A.S.V.S. (I.N.A.S.T.I.) :

Anschrift :

andererseits, im weiteren Verlauf « Taxator » genannt :

Artikel 1. Der Taxator verpflichtet sich Ersatz für den vom Antragsteller erlittenen finanziellen Verlust zu leisten, falls er durch persönliches Verschulden oder durch eigene Nachlässigkeit letzteren um den Genuss eines Teils oder der vollständigen Prämie bringt, den bzw. die dieser ordnungsgemäss beanspruchen konnte.

Art. 2. § 1. Wird die Gewährung der gesamten oder eines Teils der Prämie abgelehnt, dann haftet der Taxator insbesondere für die Beachtung folgender Verpflichtungen :

§ 2. 1° nur solche Bauarbeiten zu berücksichtigen, die in der Liste im Anhang zu dem in *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 erschöpfend aufgeführt werden;

2° in der Abschätzung keine Bauarbeiten aufzuführen, die in Räumen für die Berufsausübung vorzunehmen wären;

3° die geplanten Bauarbeiten nicht persönlich oder über eine vorgeschobene Person auszuführen;

4° Beträge für Bauarbeiten, die nicht auf dem Prämieantragsformular stehen bzw. die von nicht registrierten Unternehmen oder von Unternehmen, die dem Baugewerbe nicht angehören, ausgeführt wurden, von den Rechnungen zu streichen bzw. auszuschliessen.

Art. 3. Falls die Zahlung der Prämie aufgrund des Verschuldens bzw. der Nachlässigkeit des Antragstellers abgelehnt wird, verpflichtet dieser, sich den Taxator für seine Dienstleistung zu entschädigen.

Art. 4. Die vorliegende Vereinbarung wurde in drei Ausfertigungen erstellt und ein Exemplar ist jeweils für den Antragsteller, für den Taxator und für die Behörde bestimmt.

In dreifach ausgestellt zu am

Der Taxator, Der Antragsteller,

Genehmigt als Anlage zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonische Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 2036

8 SEPTEMBER 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezone woningen gelegen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 76, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1976;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting gegeven op 11 juli 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort.

2° Bestuur : de Algemene Inspectie voor de Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

3° Schatter : de natuurlijke persoon aangewezen door de Minister :

— hetzij onder de ambtenaren van het Bestuur;

— hetzij onder de ambtenaren van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of van het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië naarmate de aanvrager een lening tegen de verlaagde rentevoet bij één van die instellingen vraagt;

— hetzij als privé-schatter onder de personen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) één van de hierna vermelde beroepen uitoefenen :

— architect;

— burgerlijk ingenieur;

- industrieel ingenieur;
- technisch ingenieur;
- landmeter-expert onroerende goederen;

b) erkend worden als schatter, titel afgegeven aan het einde van een informaticursus over de huisvestings-rehabilitatie;

c) zijn activiteit in hoofdberoep als zelfstandige in de bouwsector uitoefenen;

d) zich ertoe verbinden de overeenkomst die het voorwerp is van bijlage II van dit besluit af te sluiten.

4° Kind ten laste :

het kind waarvoor op de datum van de aanvraag, de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont kinderbijslag- of wezengeld heeft ontvangen;

wordt voor twee kinderen ten laste gerekend, het kind ten laste met een ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid van ten minste 66 pct.;

wordt eveneens beschouwd als hebbende een kind ten laste de gehandicapte aanvrager of zijn gehandicapte echtgenoot of de gehandicapte met wie hij samenwoont.

5° Gehandicapte :

— hetzij de persoon met een erkende, ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid van ten minste 66 pct.;

— hetzij de persoon waarvan het winstvermogen één derde of minder bedraagt van het winstvermogen dat een geschikte persoon op de algemene arbeidsmarkt in staat is te winnen;

— hetzij de persoon waarvan het tekort aan autonomie ten minste 9 punten bedraagt.

6° Verbeterbare ongezonde woning :

Het huis of het appartement hoofdzakelijk bestemd voor de huisvesting waarvan de eerste bewoning ten minste 20 jaar vóór 1 januari van het jaar van de premieaanvraag is gesitueerd en die één of verschillende van de in bijlage I van dit besluit bepaalde ongezondheidsorzaken vertonen en dat in het door de schatter opgemaakte bestek als verbeterbare ongezonde woning erkend is.

7° Aannemer geregistreerd in de bouwsector, degene die op de datum van het bestek, van de bestelling of van het factureren van het werk :

— voldoet aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 299bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen en 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der loonarbeiders.

Die eerste voorwaarde is niet van toepassing op de ondernemers die voor de uitvoering van bepaalde types werken een monopolie hebben;

— aan de hand van het getuigschrift afgegeven door het Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf, erkend bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, het bewijs levert van zijn inschrijving bij dit centrum of bij het centrum van zijn sector opgericht bij toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het oprichtings- en werkingstatuut van centra belast met het bevorderen en het coördineren van het vooruitgang van de techniek van de verschillende vakken van de nationale economie aan de hand van het wetenschappelijke onderzoek, voor zover die inschrijving wordt verplicht.

8° Inkomen :

Het aan de personenbelasting onderworpen netto-inkomen van de aanvrager en van zijn samenwonende echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont, dit inkomen is het inkomen van het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister een premie toekennen voor de rehabilitatie van woningen erkend als verbeterbare ongezonde woningen.

De Minister stelt het bedrag van de premie vast overeenkomstig de in artikel 6 bedoelde bepalingen.

§ 2. Per woning en periode van vijf jaar te rekenen van de datum waarop het bedrag van de eerste verleend premie wordt betekend kan de Minister één of verschillende premies toekennen waarvan het in artikel 6, § 1, bedoelde totaal bedrag niet 100 000 BF overschrijdt.

Voor iedere premie moeten de werken uitgevoerd worden met inachtneming van de in bijlage I, B bepaalde voorrangsorte.

Voor iedere premie wordt het bedrag van de in acht genomen werken vastgesteld tot minimum :

— 100 000 BF, exclusief BTW, wanneer die werken door facturen opgemaakt door aannemers geregistreerd in de bouwsector worden bewezen;

— 100 000 BF, exclusief BTW, wanneer het gaat om werken die door facturen opgemaakt door aannemers geregistreerd in de bouwsector worden bewezen en om bouwstoffen aangekocht door de aanvrager welke in de huisvesting worden gebruikt en waarvan het aankopen door facturen wordt bewezen;

— 50 000 BF, exclusief BTW, wanneer het gaat om bouwstoffen aangekocht door de aanvrager welke in de huisvesting worden gebruikt en waarvan het aankopen door facturen wordt bewezen.

Iedere premie berekend alleen op basis van de facturen betreffende de door de aanvrager aangekochte bouwstoffen welke in de huisvesting worden gebruikt mag niet, onverminderd artikel 6, 70 000 BF overschrijden.

§ 3. De premie mag niet gecumuleerd worden voor dezelfde werken met de voordelen verleend krachtens :

1° het koninklijk besluit van 21 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de verbetering van gezonde woningen;

2° het koninklijk besluit van 22 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de sanering van verbeterbare ongezonde woningen;

3° het koninklijk besluit van 5 maart 1979 tot regeling van de verlening van voordelen voor de verbetering van de thermische kwaliteit van woningen in het Waalse Gewest;

4° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 oktober 1982 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen gelegen in het Waalse Gewest,

5° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 februari 1987 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 en 22 oktober 1987.

§ 4. De premie mag niet gecumuleerd zijn, welke de werken uitgevoerd aan dezelfde woning dan ook zijn, met de voordelen verleend krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 betreffende de verlening van bouwpremies en de verlening van premie voor de aankoop van woningen behorende tot publiekrechtelijke personen in het Waalse Gewest, voor wat de bouwpremie betreft.

§ 5. De aanvrager die een premie heeft genoten welke wordt verleend krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 oktober 1982 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest of krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 februari 1987 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 en 22 oktober 1987, mag slechts een nieuwe aanvraag indienen met inachtneming van § 2 van dit besluit.

Art. 3. Op de datum van de premieaanvraag moet de aanvrager :

- 1° 21 jaar oud zijn of ontvoegd minderjarige zijn;
- 2° een zakelijk recht hebben op de te rehabiliteren verbeterbare ongezonde woning;
- 3° over minder van 1 500 000 BF belastbaar netto-inkomen beschikken;
- 4° toestemmen in het bezoek aan de woning van de afgevaardigden van de Minister aangewezen in de schoot van het bestuur, die gedurende een tijdruimte van vijf jaar te rekenen van de datum van aanvraag moeten controleren of de gestelde voorwaarden inzake verlening van de premie in acht worden genomen;
- 5° in voorkomend geval, een overeenkomst die het voorwerp is van bijlage II van dit besluit afsluiten;
- 6° de volgende verbintenissen aangaan :
 - a) voor een onafgebroken periode van vijf jaar die aanvangt zes maanden na de datum van de verklaring van voltooiing van het werk :
 - hetzij de huisvesting hoofdzakelijk bewonen; in geval van afscheiding tussen de aanvrager en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont op de datum van de premieaanvraag, wordt dit bewoningsverbintenis in acht genomen indien één van de beide echtgenoten of concubijnen de woning bewoont;
 - hetzij de woning in huur geven en, indien die woning op de datum bepaald voor het begin van het werk is verhuurd, een aanhangsel van het huurcontract ten laatste bij de verklaring van voltooiing van het werk opmaken, aanhangsel dat bepaalt dat de huurprijs tijdens de duur van het huurcontract geen schommelingen ondergaat ten gevolge van het werk waarvoor de premie wordt verleend;
 - b) de woning geheel of gedeeltelijk niet vervreemden gedurende een onafgebroken periode van vijf jaar te rekenen van de verklaring van voltooiing van het werk.

Art. 4. § 1. De premieaanvraag wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief bij het Bestuur op het door de Minister opgestelde en door dat Bestuur verstrekte formulier *ad hoc*.

Het Bestuur geeft aan de aanvrager een ontvangstbewijs af of betekent hem dat zijn dossier onvolledig is.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd, moet die aanvraag omvatten :

- 1° de duidelijke identificatie van de woning, met inbegrip van een plan dat het betrokken gebouw in vergelijking met de aangrenzende gebouwen in een straal van 50 meters situeert en dat het kadastraal nummer ervan vermeldt;
- 2° het uittreksel uit het bevolkingsregister dat de samenstelling van het gezin van de aanvrager vaststelt;
- 3° het schattingsverslag waarbij wordt bevestigd dat de huisvesting als verbeterbare ongezonde woning erkend is en dat de lijst en de voorrangorde van de uit te voeren rehabilitatiewerken opmaakt;
- wanneer de aanvrager bouwstoffen aankoopt welke in de huisvesting moeten worden gebruikt, wordt het schattingsverslag opgemaakt door één van de door de Minister onder de ambtenaren van het Bestuur, van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of van het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië aangewezen schatters;
- 4° de verbintenissen en, in voorkomend geval, de overeenkomst bedoeld in artikel 3;
- 5° het getuigschrift van het gemeentebestuur houdende vaststelling dat de woning voor het eerst werd bewoond ten minste twintig jaren vóór 1 januari van het jaar van de premieaanvraag;
- 6° het getuigschrift van het bevoegde Bestuur van het Ministerie van Financiën welke de rechten van de aanvrager op de woning vaststelt;
- 7° bij het optreden van een privé-schatter, een exemplaar van de overeenkomst betreffende de aansprakelijkheid van de partijen en dat met bijlage II van dit besluit overeenstemt.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 6, § 3, moet de aanvrager het Bestuur, ten laatste vóór de verklaring van voltooiing van het werk, elk document doen toekomen dat het recht tot vermeerdering van de premie bevestigt.

Art. 5. § 1. De rehabilitatiewerkzaamheden zijn werken die in de schatting worden vermeld voor zover zij in de lijst van de in bijlage I, B, van dit besluit vermelde werken voorkomen en zij de in die bijlage bepaalde voorrangorde in acht nemen.

Wanneer de huisvesting lokalen omvat die, zelfs gedeeltelijk, dienen tot of bestemd zijn voor de uitoefening van een beroepsactiviteit, worden de werken uitgevoerd aan constructies die de residentiële en beroepsgedeelten van de woning gemeenschappelijk hebben, in acht genomen naar rata van het residentiële gedeelte.

De werkzaamheden uitgevoerd aan constructies die verschillende woningen gemeenschappelijk hebben, komen niet in aanmerking.

§ 2. De rehabilitatiewerken mogen alleen na de datum van het ontvangstbewijs van de premieaanvraag aangevat worden.

Wanneer de aanvrager bouwstoffen die in de huisvesting moeten worden gebruikt, aankoopt, mogen de rehabilitatiewerken alleen aangevat worden nadat de aanvrager de datum van het begin van die werken aan het Bestuur heeft medegedeeld.

De rehabilitatiewerken onderworpen aan de toepassing van artikel 41, §§ 1 en 2, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw mogen alleen na verkrijging van de vereiste bouwvergunning aangevat worden.

§ 3. De werken moeten uitgevoerd worden binnen een termijn van twee jaar te rekenen van de datum waarop ontvangst van de premie wordt bevestigd. De Minister kan die termijn met zes maanden verlengen indien hij oordeelt dat een verlengingsaanvraag verantwoord is, dat die aanvraag door een delgende vreemde oorzaak gemotiveerd is, gericht aan het Bestuur voor het vervallen van de termijn van twee jaar bij ter post aangetekende brief.

§ 4. Wanneer de aanvrager zich ertoe verbindt de woning te huren, moeten de rehabilitatiewerken aan alle in bijlage I, B, vermelde P1 en P2 prioriteiten beantwoorden.

Art. 6. § 1. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 30 pct. van het bedrag van de facturen, exclusief BTW, die in aanmerking komen.

§ 2. Het overeenkomstig § 1 vastgestelde bedrag van de premie wordt met 50 pct. verhoogd wanneer de huisvesting gelegen is :

- hetzij binnen de in artikel 309 van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw bedoelde omtrek;

— hetzij op een gemeentelijk grondgebied of op een deel van gemeentelijk grondgebied bedoeld in artikel 322/12 van hetzelfde Wetboek;

— hetzij in een bouwkundig geheel of binnen de perken van de beschermingszone zoals bepaald bij toepassing van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

— hetzij binnen een omtrek van stedelijke hernieuwing vastgesteld bij toepassing van het koninklijk besluit van 19 november 1979 betreffende de toekenning van toelagen door de Staat aan de gemeenten voor de uitvoering van stadvernieuwingsverrichtingen of bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor de uitvoering van stadvernieuwingsverrichtingen.

§ 3. Het overeenkomstig de bepalingen van § 1 vastgestelde bedrag van de premie wordt met 20 pct. verhoogd per kind ten laste van de aanvrager die de huisvesting bewoont of zich ertoe verbindt die huisvesting te bewonen.

§ 4. Bij het optreden van een privé-schatter wordt het overeenkomstig de bepalingen van § 1 vastgestelde bedrag van de premie met de helft van het bedrag, exclusief BTW, van het honorarium van de schatter verhoogd.

§ 5. Het bedrag van de premie, verhogingen begrepen, is beperkt tot twee derde van het bedrag, exclusief BTW, van de in acht genomen facturen.

Art. 7. Het bedrag van de premie wordt aan de aanvrager medegegeeld nadat het bestuur een verklaring van de schatter heeft ontvangen waarbij de voltooiing van het in schatting opgenomen werk wordt bevestigd.

Indien alle werken opgenomen in het bestek niet uitgevoerd zijn, moet de schatter in de verklaring van voltooiing der werken er melding van maken en de niet uitgevoerde werken beschrijven.

De facturen die in aanmerking komen voor de berekening van het bedrag van de premie worden ondertekend voor akkoord door de schatter en gevoegd bij de verklaring van voltooiing der werken. Worden, in voorkomend geval, erbij gevoegd de in artikel 1, 7^o, bedoelde getuigschriftgen alsmede de door de privé-schatter opgemaakte factuur wegens honorarium.

Komen niet in aanmerking de facturen betreffende de uitvoering van werken of het gebruik van bouwstoffen onderworpen aan de toepassing van artikel 41, §§ 1 en 2, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw waarvoor de bouwvergunning niet werd verleend.

Art. 8. § 1. De prestaties van de schatter, van de ambtenaar van het Bestuur, van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of van het Fonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië zijn gratis.

Het honorarium van de privé-schatter wordt beperkt tot tienduizend frank, exclusief BTW. De helft van dit honorarium kan alleen betaald worden na het opmaken door de schatter van de verklaring van voltooiing der werken.

§ 2. De schatter kan niet als schatter werken voor zijn eigen premieaanvraag, noch voor degene van een bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad.

§ 3. De rehabilitatiewerken kunnen niet uitgevoerd worden door een onderneming waarin de schatter hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon belangen heeft.

Art. 9. De informatie cursus over de huisvestingsrehabilitatie worden georganiseerd op de initiatief van de Minister. De erkenning als schatter wordt afgegeven bij besluit door de Minister aan het einde van de informatie cursus.

De Minister bepaald de aan de erkenning als schatter verbonden verplichtingen.

De Minister kan bij een met redenen omkleed besluit, de erkenning van de schatter intrekken.

Art. 10. Wanneer aan het einde van het in artikel 3 bedoelde controle blijkt dat de voorwaarden inzake toekenning van de premie, met inbegrip van de verbintenissen waaraan de aanvrager heeft voldaan, niet in acht worden genomen, moet hij onverwijld de premie terugbetalen.

De invordering wordt opgedragen aan de Minister die overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949 tot de toetreding van het bestuur van de belasting op de toegevoegde waarde die tot de tussenkomstovergaat.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 februari 1987 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 en 22 oktober 1987 wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Art. 13. De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

A. DALEM

—
Bijlage I
—

A. Oorzaken van ongezondheid

1. Op bouwtechnische gebied.

De technische gebreken welke verholpen worden en die één of verschillende van de volgende kenmerken aantasten :

a) de stabiliteit en de stevigheid van het gebouw wat de funderingen, de dragende buiten- en binnenmuren, het dak en de vloeren betreft :

b) de dichtheid en de veiligheid van de buitenmuren of van de kelders, van het dak, van het buitentimmerwerk, van de planken- en tegelvloeren;

c) de natuurlijke verlichting en de verluchting van de woonvertrekken :

1° De natuurlijke verlichting door een vensteroppervlak dat minder bedraagt dan één achtste van het vloeroppervlak van het beschouwde lokaal;

2° De verluchting :

— door het ontbreken van rechtstreekse ventilatiemogelijkheid met de buitenlucht, of;

— door het gebrek aan rechtstreekse ventilatiemogelijkheid met de buitenlucht.

Voor keukens, badkamers en WC's, de verticale leidingen waarvan het snijvlak kleiner is dan 75 cm² of de vensters, tralies of openingen in een buitenwand waarvan de vrije doorsnede in open stand kleiner is dan :

— 200 cm² voor keukens;

— 140 cm² voor badkamers;

— 75 cm² voor WC's.

Voor de andere woonvertrekken (huiskamer, slaapkamer,...) de verluchttingsopeningen (tralies, vensters,...) waarvan de vrije doorsnede in open stand kleiner is dan :

$$8 \times A_{pl} \text{ cm}^2$$

In die formule is A_{pl} de vloeroppervlakte van het lokaal gegeven in m².

3° Beide samen door een lagere plafondhoogte van 2,30 m voor de dagvertrekken en 2,10 m voor de slaapkamers en/of door hindernissen die buiten de woonvertrekken zijn gelegen.

Opmerking : Een eventuele aanvraag tot afwijking van die criteria moet het voorwerp zijn van een verantwoord verslag door de schatter.

d) de veiligheid in de woning wat betreft de elektrische installatie en de gasvoorziening, de trappen en overlopen, de vloeren en de schoorstenen;

e) de hygiëne wat betreft de watervoorziening, de toiletten en de afvoer van het afvalwater;

2. Op het vlak van de bewoning.

Het niet in acht nemen van alle of sommige hierna bepaalde bewoningsnormen :

N.B. De bewoonbare oppervlakte is de oppervlakte van de woonvertrekken met uitsluiting van : de hal, de gangen, de badkamer, de WC, het berghok, de kelder, de in woonvertrek niet ingerichte zolder, de onbewoonbare bijgebouwen, de garage, het terras en beroepslokalep.

a) voor een eensgezinswoning :

1° Een minimum bewoonbare oppervlakte hebben van 45 m² voor de gezinnen van twee personen waarvan minstens één van de bewoners ouder is dan 60 jaar of voor alleenwonende personen.

Die oppervlakte bedraagt 53 m² wanneer het een gezin van twee personen betreft waarvan nog niemand 60 jaar oud is.

De bewoonbare oppervlakte van 53 m² wordt met 10 m² verhoogd :

— voor een gezin met één of twee kinderen;

— voor elk kind of groep van twee kinderen benevens de eerste twee;

— voor elk ascendent die, of ascendentenpaar dat moet inwonen in het huis waarvoor de premie wordt aangevraagd.

2° Het hierna vermelde minimumaantal woonvertrekken bevatten :

Slaapvertrekken :

— één kamer per alleenlevend persoon of per paar;

— één kamer per kind of per groep van twee kinderen van hetzelfde geslacht.

De slaapkamer voor één persoon moet een minimumoppervlakte van 6,5 m² hebben; die voor twee personen moet een minimumoppervlakte van 9 m² hebben.

Opmerking : Het gebruik van een slaapkamer door meer dan twee personen van hetzelfde geslacht is evenwel toegelaten wanneer de grootste der kamers de verluchting en de inrichting ervan, dit gebruik toelaten zonder de hygiëne en het comfort in het gedrang te brengen.

Dagvertrekken :

— één huiskamer;

— één keuken of, bij ontstentenis, een speciaal ingerichte kookhoek met verluchting naar buiten;

— een WC met doorspoelinrichting voor uitsluitend gebruik door het gezin, voldoende verlucht en niet rechtstreeks verbonden met een woonkamer of een keuken.

b) Voor een appartement :

1° Een minimum bewoonbare oppervlakte van 30 m² hebben voor een gezin waarvan minstens één van de bewoners ouder is dan 60 jaar of voor een alleenwonend persoon.

Die oppervlakte bedraagt 40 m² wanneer het een gezin van twee personen betreft waarvan nog niemand 60 jaar oud is.

De bewoonbare oppervlakte van 40 m² wordt met 10 m² verhoogd :

— voor een gezin met één of twee kinderen;

— voor elk kind of groep van twee kinderen benevens de eerste twee;

— voor elk ascendent die, of ascendentenpaar dat moet inwonen in het huis waarvoor de premie wordt aangevraagd.

2° Het in de voorschriften onder a, 2° hierboven vermelde minimumaantal vertrekken bevatten :

c) Voor een eenkamerwoning :

1° Een minimum bewoonbare oppervlakte van 30 m² hebben.

2° Bestaan uit :

— één woon-/slaapkamer;

— één keuken of, bij ontstentenis, een speciaal ingerichte kookhoek met verluchting naar buiten;

— een persoonlijke en verluchte WC die niet rechtstreeks verbonden is met een woon-/slaapkamer of de keuken.

d) Voor een appartement of een eenkamerwoning gelegen in een gebouw dat een commerciële benedenverdieping bevat :

Over een toegang tot het openbaar wegennet beschikken dat onderscheid is van het commerciële gedeelte.

B. Saneringswerken

De hierna beschreven saneringswerken moeten noodzakelijkerwijs één of meer oorzaken van ongezondheid verhelpen waarvan de criteria in punt A werden bepaald.

De inachtneming van de voorrang is gebiedend, de werken moeten uitgevoerd worden overeenkomstig de hierna bepaalde voorrangorde.

Alle werken moet bovendien naar een economisch beheer van het gebouw streven.

Dak :

P1

1. Vervanging van de bekleding (minimum 50 pct. van de totale bekledingsoppervlakte of een gehele dakhelling), met inbegrip van dakvensters, dakramen en gelijkgestelde elementen.

P1

2. Aanpassing van het kapsant.

P1

3. Vervanging van elk element of elke inrichting voor de verzameling en de afvoer van regenwater.

P3

4. Vervanging of installatie van elke inrichting die voorzien is in de natuurlijke verlichting en/of de verluchting van de of van niet in woonvertrekken ingerichte zolders.

Muren :

P1

5. Droogmaking van de muren.

P1

6. Versterking onstabiele muren of slooping en totale wederopbouw van die muren zonder 30 pct. van de oppervlakte van de buitenmuren (oppervlakte van vensters en gemene muren inbegrepen) te kunnen overschrijden.

Buitentimmerwerk :

P1

7. Vervanging van het buitentimmerwerk (deuren en raamwerk), met inbegrip van de beglazing onder voorbehoud aan de in A.1.c. bedoelde criteria te voldoen.

Vloeren :

P1

8. Vervanging van planken en planksteunen (vloerbalken, holle balken, enz.) van één of verschillende lokalen.

P2

9. Vervanging van de verkeerruimten en van de onderlagen van één of verschillende lokalen met inbegrip van de plinten.

Natuurlijke verlichting en verluchting :

P2

10. Overeenstemming met de in A.1.c. vermelde criteria.

Veiligheid :

P1

11. Aanpassing van de elektrische en/of van de gasinstallatie, vervanging van verwarmingsapparaten of van apparaten voor het produceren van warm water niet inbegrepen. Een getuigschrift die de conformiteit van die apparaten met de wettelijke bepalingen (AREI en ARAB) bewijst, moet door de geregistreerde aannemer afgegeven worden.

P1

12. Vervanging van binnentrappen met inbegrip van de noodzakelijke bijwerken.

P1

13. Het overtrekken van schachten van schoorstenen met inbegrip van herstelling of wederopbouw van schoorstenen en bijzaken.

Hygiëne :

P2

14. Plaatsing van een drinkwatervoorzieningspunt boven de gootstenen in de keuken.

P1

15. Plaatsing van een systeem voor de afvoer van afvalwater of totale vervanging van het bestaande systeem met inachtneming van de stedelijke voorschriften van de plaats.

P1

16. Plaatsing van een WC met doorspoeleinrichting aangesloten op de straatriool of op een septictank-zakput.

De WC ligt in een verlucht lokaal die alleen door middel van een tochtportaal met een woonkamer kan in verbinding staan.

P3

17. Plaatsing van een eerste badkamer.

Overbevolking :

P1

18. Vergrotings- of aanpassingswerken met het oog op de voldoening aan de in punt A.2. bepaalde criteria zonder dat de aanvullende bewoonbare oppervlakte meer dan 50 pct. van de minimum bewoonbare oppervlakte zoals bepaald in de hierboven vermelde criteria kan overschrijden.

De schatter moet in de schatting de geplande werken uitvoerig beschrijven en moet de ongezondheid van die woning wegens overbevolking bewijzen, ongezondheid die het gevolg is van een gebrek aan bewoonbare oppervlakte en/of van de aanwezigheid van bepaalde bewoonbare lokalen oordeeld als noodzakelijk.

Die werken komen niet in aanmerking wanneer een aanvrager zich verbindt de huisvesting in huur te geven.

Toegang :

P2

19. Aanpassing van een toegang tot het openbaar wegennet onderscheid van het commerciële gedeelte.

Isolatie :

Eerste opmerking : De isolatie van de wanden die de beschermde (of verwarmde) volume beperken kan het voorwerp zijn van de werken vermeld in de hierboven vermelde posten voor zover die isolatie een aanvullende warmteweerstand verschaft van :

- 1,2 m²K/W voor het dak of de zoldervloer;
- 1 m²K/W voor buitenmuren en buitenvloeren;
- 0,75 m²K/W voor vloeren boven niet verwarmde vertrekken.

Tweede opmerking : Wat de in de posten 7, 10 en/of 18 bedoelde dubbele beglazingsramen betreft ; de warmteoverdracht moet lager dan of gelijk aan

$$KF < 3,6 \text{ W/m}^2\text{K}$$

zijn (volgens de NBN B62-I002 norm).

Gezien om bij het besluit van 8 september 1988 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

A. DALEM

Bijlage II

Overeenkomst betreffende de aansprakelijkheid van de partijen

Er werd overeengekomen dat :

- tussen, enerzijds, de heer

Naam, voornaam :

hierna genoemd « de aanvrager »

en, anderzijds, de heer

Naam, voornaam :

Beroepsomstandigheid :

Datum en nummer van het getuigschrift :

Inschrijvingsnummer in hoofdberoep bij de R.S.V.Z. :

Adres :

hierna genoemd « de schatter ».

Artikel 1. De schatter verbindt zich ertoe het door de aanvrager ondervonden geldelijke nadeel te vergoeden wanneer hij door zijn fout of zijn nalatigheid de aanvrager van het genot van alle of een deel van de premie waarop hij regelmatig aanspraak kon maken, ontzegt.

Art. 2. § 1. Wanneer alle of een deel van de premie wordt geweigerd, staat de schatter in voor de inachtneming van de volgende verplichtingen :

§ 2. 1° alleen de in de lijst gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* als bijlage tot het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 beperkend geregistreerd werken in overweging nemen;

2° de werken die moeten uitgevoerd worden in lokalen bestemd voor beroepsgebruik niet vermelden;

3° de geplande werken zelfs of door een tussenpersoon niet uitvoeren;

4° de bedragen voor werken die in het aanvraagpremieformulier niet vermeld zijn of werken uitgevoerd door niet geregistreerde ondernemingen of die tot de bouwsector niet behoren van de facturen uitsluiten.

Art. 3. Bij weigering van de premie door fout of nalatigheid van de aanvrager verbindt de aanvrager zich ertoe de schatter voor de bezorgde en bewezen diensten te bezoldigen.

Art. 4. Die overeenkomst wordt in drie exemplaren opgemaakt, die bestemd zijn voor de aanvrager, de schatter en het Bestuur.

Opgemaakt in drie exemplaren te op.....

De schatter,

De aanvrager,

Gezien om bij het besluit van 8 september te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

A. DALEM